Peut-on considérer l'URSS comme un Allié pendant la 2ème Guerre Mondiale?

Les commémorations du débarquement en Normandie et la présence de Poutine

Le président russe, Vladimir Poutine, assistera à la commémoration du débarquement en Normandie le 6 juin en hommage aux morts de la seconde guerre mondiale. Les hommes politiques ont-ils oublié la responsabilité de l'URSS dans le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale ?

Un petit rappel:

Le 19 août 1939, à Berlin, la Russie soviétique et le IIIe Reich signent un accord commercial qui accorde à l'Union Soviétique un important crédit pour l'achat de biens d'équipement contre la fourniture à l'Allemagne de matières premières soviétiques. En vertu de cet accord, l'Union soviétique est devenue un important fournisseur de matières premières essentielles pour l'Allemagne.

Le même jour, Staline, lors de son discours devant le Politburo, annonce la couleur de ses ambitions :

« Camarades ! Le déclenchement de la guerre entre le Reich et le bloc capitaliste anglofrançais est dans l'intérêt de l'URSS, patrie des travailleurs. Il faut tout faire pour que la guerre dure le plus longtemps possible. Il faudra activer la propagande dans les États belligérants et être prêts lorsque la guerre finira... En parallèle, nous devons mener une campagne de propagande communiste active, en particulier dans le bloc anglo-français... Nous savons que ce travail demandera beaucoup de sacrifices, mais nos camarades français ne douteront pas. En premier lieu, leur mission sera la démoralisation et la désorganisation de la police et de l'armée... ».

Quatre jours après cet accord économique, dans la nuit du 23 août 1939, à Moscou, le commissaire du peuple aux affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, et le ministre allemand des affaires étrangères, Joachim Von Ribbentrop, signent un traité politique et militaire : le « pacte germano-soviétique de non-agression ». Il comporte une clause secrète prévoyant le partage de la Pologne entre les deux pays, suivant la ligne tracée par les fleuves Narew, Vistule et San. En signant ce pacte, les Russes ont volontairement scellé le destin de la Pologne et des Pays baltes, partageant ainsi la responsabilité dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Le 17 septembre, à 6 heures du matin, l'URSS envahit la Pologne, 17 jours après l'Allemagne. Les Soviétiques répondent à la requête des allemands exprimée par Ribbentrop. L'Allemagne craint l'enlisement et l'étalement du front polonais et surtout l'ouverture du front Ouest, depuis la déclaration de la guerre par le France et la Grande Bretagne.

L'Armée Rouge mobilise contre la Pologne 620 000 soldats, 4 700 chars et 3 300 avions. Cela fait deux fois plus de blindés que la Wehrmacht et un tiers de plus d'avions que la Luftwaffe le 1er septembre 1939.

Le cynisme de Staline est sans bornes. Il déclarera aussi :

« ce n'est pas l'Allemagne qui a attaqué la France et l'Angleterre, mais la France et l'Angleterre qui ont attaqué l'Allemagne, prenant la responsabilité du déclenchement de la guerre actuelle... »

Conformément au pacte germano-soviétique, Staline prend part au dépeçage de la Pologne. 28 septembre, Berlin et Moscou signent un nouvel accord d'amitié germano-soviétique faisant disparaître toute notion de souveraineté de l'État polonais. C'est le cinquième

partage dans l'histoire de la Pologne. Cet accord engage les deux pays amis à ne tolérer aucune forme de résistance polonaise. La Gestapo et le NKVD collaborent étroitement dans cette optique. Les Allemands mettent en avant des critères raciaux et les Soviétiques des critères de classes. Mais des deux côtés, les résultats sont comparables.

La collaboration des deux totalitarismes fonctionne bien. L'Allemagne livre en 1939 à l'URSS près de 14 000 soldats et officiers polonais, tandis que l'URSS transfère à son allié 43 000 polonais, mais également des communistes allemands détenus dans des camps soviétiques. Durant l'hiver 1939/40, la Gestapo et le NKVD se réunissent à plusieurs reprises à Lwów, Kiev et surtout à Zakopane pour coordonner leur coopération. Ces réunions précèdent les massacres et les déportations de masse de Polonais. Le 4 octobre 1939, Beria promulgue un décret interdisant la libération sous aucun prétexte de plusieurs catégories de prisonniers polonais, dont les généraux, les officiers, les fonctionnaires de l'armée, les policiers, les juristes, les propriétaires...

L'URSS dans la deuxième partie de la guerre fut-elle notre alliée ? Pas vraiment. Ou plus précisément par défaut, suite à l'invasion allemande, elle s'est trouvé dans les mêmes camps que les Polonais, les Français ou les Britanniques.

N'oublions pas non plus l'Insurrection de Varsovie. L'Insurrection a été encouragée et son échec organisé sciemment par Staline, dans un renouvellement implicite du pacte germanosoviétique de 1939. S'arrêtant de l'autre côté de la Vistule, les soviétiques sont coresponsables de plus de 200.000 morts pendant l'Insurrection. La Pologne a perdu ses cadres les plus dynamiques mais aussi sa relève la plus prometteuse. C'est ce que voulait l'Empire soviétique. En procédant ainsi, Staline pouvait « libérer » Varsovie et la Pologne, sans grande résistance. Il fera la même chose dans les Karpates, laissant les Allemands écraser l'insurrection du maquis tchèque. Ces martyrs sont la conséquence d'un calcul cynique dont la Pologne n'est pas la seule victime. Staline retarde la prise de Varsovie et son avancée sur Berlin. Pour éviter la renaissance de la Pologne libre, Staline a payé le prix fort. L'arrêt momentané du front oriental retarde d'au moins six mois, la jonction de ses troupes avec les Alliés du front occidental. Ceux-là devront d'ailleurs ralentir leur avance, pour permettre aux Russes, seuls, d'entrer à Berlin.

Enfin, il y a la reddition (ce ne fut pas un armistice) allemande au mois de mai 1945. La reddition de l'armée allemande est signée à Reims le 7 mai 1945. Les Soviétiques, pour lesquels la signature de Reims ne représente qu'un acte provisoire, imposent une deuxième signature le 8 mai 1945 à Berlin. Dans les deux documents il est dit « ... reddition sans condition au Commandant Suprême des Forces Expéditionnaires Alliées et, simultanément au Haut Commandement Soviétique... ». Les forces soviétiques ne se considèrent pas et ne sont pas considérés comme une force alliée.

Quant au nombre impressionnant des victimes soviétique, elles sont dues en partie a la totale incompétence militaire de Staline. De plus, pour Staline, comme pour d'autres dirigeants soviétiques, la vie des soldats comptait bien peu. A cela il faut inclure aussi les victimes des répressions soviétiques. Depuis 1990, les historiens russes peuvent accéder aux archives de la période soviétique et ont publié des articles sur le nombre des personnes exécutées et celles mortes dans les camps de travail et les prisons. Selon l'historien Michael Haynes, il y eut 1 187 783 victimes entre 1939 et 1945 dont 46 350 exécutions judiciaires, 718 804 morts au goulag...

Cette histoire tragique n'est pas terminée. Malgré l'effondrement de l'URSS et de la dictature, la Russie n'a toujours pas fait son bilan historique, contrairement à l'Allemagne. La responsabilité soviétique dans la Deuxième Guerre mondiale n'est jamais évoquée, et cela pas seulement en Russie. De plus il y a actuellement les évènements de Crimée et de l'Ukraine....

Il est évident que tout cela ne nie pas la souffrance ni les sacrifices du peuple russe, ukrainien, biélorusse et d'autres qui faisaient alors partie de l'empire soviétique. Ils étaient victimes de deux systèmes criminels.

J. Rewerski

